

Animation et collecte de données du symposium sur la recherche en éducation postsecondaire et formation dans le cadre de la Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario, Ministère de la Formation, Collèges et Universités

L'équipe scientifique

Chercheur principal : Normand Labrie

Co-chercheure : Sylvie Lamoureux

Rédacteur : Hacène Fekrache

Assistants de Recherche : Joey de Pax, Erica Rosenfield, Stagiaire au MFCU, déléguée au CRÉFO comme assistante de recherche, Raymond Day, Analyste Principal des Politiques au MFCU

Subventionné par le Ministère de la Formation, des Collèges et Universités (2011)

Objectifs et l'organisation du symposium :

La Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française du ministère de la Formation, des Collèges et Universités de l'Ontario (MFCU) a tenu un Symposium de recherche sur l'éducation postsecondaire et la formation en langue française le 29 septembre 2011 à la Cité collégiale d'Ottawa. La Direction s'est chargée de la planification logistique du symposium et elle a confié le soin de fournir l'encadrement scientifique à une équipe du CREFO. Cet encadrement scientifique consistait à coordonner et animer le symposium pour élaborer un calendrier de recherche en se référant à la *Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario pour l'éducation postsecondaire et la formation en langue française* rendue publique en août 2011.

Les professeurs Labrie et Lamoureux avaient tenu un symposium à l'automne 2010 sur l'état de la recherche sur l'accès des francophones aux études postsecondaires en Ontario, ce qui constituait un fondement utile pour entreprendre l'élaboration d'un calendrier de la recherche.

L'énoncé de vision de la Politique d'aménagement linguistique (PAL) veut que : « *La politique décrite dans le présent document porte la vision d'un système d'éducation postsecondaire et de formation produisant une main-d'œuvre francophone hautement qualifiée et pleinement engagée pour assurer l'essor d'une communauté ontarienne de langue française qui contribue au développement économique, culturel et social de la province tout en renforçant ses avantages concurrentiels et le mieux-être de sa population* » (MFCU, 2011, p. 11). Cette vision propose donc une articulation entre le développement humain, l'essor économique, et le développement communautaire.

En effet, l'Ontario, comme plusieurs autres États dans le monde, tente de se positionner dans l'économie du savoir mondialisée en investissant de façon stratégique dans les secteurs de l'innovation, des sciences, des nouvelles technologies d'information et de communication, et

dans les industries du service, de préférence aux secteurs primaires et secondaires de l'économie. Cette stratégie économique requiert une main-d'œuvre hautement éduquée et bien formée, possédant des qualifications obtenues au moyen des études postsecondaires. Plusieurs pays et États développent présentement des politiques publiques similaires visant à accroître l'accès de leurs citoyens aux études postsecondaires. En 2010, l'Ontario s'est fixé comme objectif d'accroître la population de 25 à 64 ans détenant des études postsecondaires de 63 à 70 pourcent d'ici 10 ans.

Le symposium a réuni quelque 80 participant.e.s représentant une diversité de champs d'intérêt et d'action professionnelle des diverses régions de l'Ontario et de l'extérieur, incluant des représentants des collèges de langue française, des universités bilingues et d'organismes de formation, des représentants du système d'éducation, des chercheurs universitaires, ainsi que des étudiant.e.s. La journée a été organisée comme suit. D'abord une séance d'ouverture a posé les jalons du symposium, incluant mots de bienvenue, présentation des objectifs de la journée, présentation de la PAL, survol de l'état de la recherche, et résultats d'un sondage pré-symposium mené auprès des participant.e.s. Voir le rapport final pour plus de détails.

Trois séances de travail ont réuni les participant.e.s, chacune ayant donné lieu à des synthèses. La première séance de travail a réuni les participant.e.s en fonction de leurs intérêts et champs d'activité professionnelle afin de déblayer le terrain en matière de connaissances existantes et des besoins en matière de recherche. La deuxième séance de travail a mélangé les participant.e.s des divers champs d'intérêt et d'action professionnelle et avait pour but de dégager des priorités de recherche et des échéanciers en tenant compte des six axes de la politique d'aménagement linguistique. Les six axes sont : 1. *L'accès aux programmes en langue française*, 2. *Le soutien et la réussite de l'étudiante ou étudiant*, 3. *L'amélioration de la qualité*, 4. *La promotion du système et le recrutement ciblé*, 5. *Les partenariats et les collaborations*, et 6. *La gouvernance*. Enfin, la troisième séance de travail a réuni les participant.e.s de chacune des régions de la province afin de valider ou de réajuster les priorités et échéanciers de recherche en fonction des réalités régionales.

À chaque séance de travail, un représentant du MFCU prenait des notes (servant à établir un inventaire de l'ensemble des propositions), un.e participant.e agissait à titre de président de séance, et un.e autre participant.e se chargeait de la synthèse de séance à titre de rapporteur. À la fin de chaque séance, les rapporteurs se réunissaient pour présenter une synthèse de leurs discussions sous la présidence du professeur Philippe Hambye de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

Le rapport final s'appuie sur l'ensemble des travaux préparatoires (sondage, état de la recherche, PAL) et des délibérations de la journée. Les notes de chacune des tables de discussion des trois séances ont été colligées, les synthèses des trois séances ont été transcrites, ainsi que la synthèse de clôture du Professeur Philippe Hambye. L'ensemble a été analysé afin de faire ressortir les idées maitresses.

Synthèse générale :

Plusieurs fils conducteurs émergent suite à l'analyse des notes prises par les secrétaires aux différentes tables de discussion à chacune des sessions et suite à l'analyse des synthèses des propositions de recherche et des priorités soulevées lors des trois sessions de travail.

Il existe des connaissances considérables sur l'éducation postsecondaire et la formation de langue française. Toutefois, ces connaissances sont difficiles à localiser et à se procurer. Qui plus est, les publications existantes ne sont pas nécessairement rédigées dans un style accessible pour le grand public. On note l'importance d'avoir un meilleur accès aux données ou bases de données. Alors que les besoins en matière de recherche (tant appliquée que théorique) sont grands, la valeur de cet investissement ne portera fruit qu'avec de meilleurs dispositifs de mobilisation des connaissances. Il est essentiel d'assurer qu'on ne répète pas les mêmes études, mais que l'on cherche à élargir les connaissances et à les mobiliser. Il se dégage une volonté collective, comme étape préalable à l'établissement d'un calendrier de recherche :

- que les premiers investissements en recherche soient consacrés à la mise au point d'une plateforme établie pour le long terme incluant :
 - un répertoire électronique des intervenants du milieu;
 - la mise en valeur des incidences pratiques;
 - un espace d'échange de publications et de connaissances ouvert à l'ensemble des intervenants;
- qu'un plan collectif de mobilisation des connaissances soit établi, et que les recherches nouvellement subventionnées incluent un plan de mobilisation des connaissances.

On peut regrouper les propositions de recherche des participants relativement à l'établissement d'un calendrier de recherche selon les grands thèmes de recherche suivants qui transcendent plusieurs axes :

- Quel est le profil actuel des étudiant.e.s, et quel sera leur profil dans le futur ? Quelles sont leurs motivations intellectuelles et professionnelles ? Quels sont les moments critiques qui marquent leurs prises de décisions, leurs choix, leurs trajectoires, leur expérience étudiante et leur succès ?
- Quelle est la valeur d'étudier en français ? Quelle est la valeur d'étudier en français au moment des études et au moment de l'insertion professionnelle ? Quelle est la valeur d'étudier en français sur le plan du développement linguistique et économique de l'étudiant.e et de la communauté ?
- Quelles sont ou seraient les formes de partenariats les plus propices au succès ?
- Comment l'hétérogénéité linguistique se concrétise-t-elle dans le monde des études postsecondaires et de la formation en langue française ? Qu'est-ce que de telles formes d'hétérogénéité linguistique signifient pour les pratiques de littératie importantes lors des études postsecondaires et de la formation ?
- Quelles sont les idéologies qui prévalent dans le monde de l'éducation postsecondaire et de la formation en langue française, que ce soient des idéologies relatives aux normes linguistiques ou des idéologies relatives au succès académique, professionnel, personnel ? Quel est l'impact de ces idéologies sur les réalités (politiques, programmes, systèmes normatifs) et sur les pratiques institutionnelles et personnelles ?
- Comment s'opèrent les transitions entre les différents paliers et entre les institutions ? Comment peut-on faire en sorte que ces transitions soient rendues plus faciles pour les étudiant.e.s de façon à accroître leur accès aux études postsecondaires et à la formation

en langue française, leur développement académique, professionnel et personnel et la persévérance vers le succès?

- Quels sont les facteurs qui favorisent la réussite au postsecondaire et l'émancipation linguistique et culturelle ?

Deux grandes problématiques ressortent de l'ensemble des discussions des divers intervenant.e.s, dans les diverses régions, au sujet des six axes d'intervention de la nouvelle politique d'aménagement linguistique : l'attractivité et la gouvernance.

- L'attractivité est à la fois multifactorielle et complexe, liée au statut de la langue française en Ontario et dépendante de la géographie. Elle est sujette aux représentations qu'ont les acteurs des diverses réalités postsecondaires et de formation en Ontario. Alors que plusieurs facteurs sont en jeu (disponibilité, qualité, accueil, matériel, perceptions), on ne peut pas faire abstraction des questions de la langue et de l'insécurité linguistique. Une étude longitudinale s'impose pour déceler le poids des divers facteurs et des stratégies à mettre en place (bonnes pratiques, recrutement, pédagogie, partenariats).
- La gouvernance est une problématique particulière aux établissements bilingues, mais également partagée lorsqu'on tente d'identifier les conditions institutionnelles nécessaires pour rendre les programmes plus attractifs.

Deux tensions importantes sont notées. La première concerne les divergences entre répondre aux besoins des institutions, ou à ceux de la clientèle. La deuxième tension se situe au niveau du mandat des établissements : doivent-ils d'abord répondre aux besoins immédiats et futurs des employeurs, ou plutôt offrir une formation académique (i.e., intellectuelle, humaniste, scientifique) de base aux apprenants ?

Diffusion :

Labrie, N., S. Lamoureux, H. Fekrache, J. de Pax et E. Rosenfield (2012). [Rapport final sur le « Symposium de recherche sur l'éducation postsecondaire et la formation en langue française dans le cadre de la Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario »](#), remis au ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Toronto : CREFO, IEPO, Université de Toronto, 32 p.

Labrie, N. et S. Lamoureux (2012). « L'accès aux études postsecondaires en Ontario : Le choix des jeunes francophones », dans L. Guilbert (éd.) *Mouvements associatifs dans la francophonie nord-américaine*. Collection « Culture française d'Amérique », Québec : Les Presses de l'Université Laval, pp. 185-200.